

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 16 décembre 2025

Nos réf. : SAU/JH/MI n° 25 - 683

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Ferme éolienne de Seine Rive gauche Nord (SRN)

CHÂTRES, VALLANT-SAINT-GEORGES, ORVILLIERS-SAINT-JULIEN et MESGRIGNY

Code AIOT : 0005704275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 octobre 2025 de l'ensemble des établissements de la Ferme éolienne de SEINE RIVE GAUCHE NORD (SRN) implantés sur les communes de CHÂTRES, VALLANT-SAINT-GEORGES, ORVILLIERS-SAINT-JULIEN et MESGRIGNY (10).

Cette inspection a été menée dans le cadre d'une action régionale concernant l'éolien pour la vérification de la bonne application des mesures d'évitement, réduction et compensation (ERC) prescrites.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La ferme éolienne de SRN est composée de 30 aérogénérateurs réparties suivant les 9 installations suivantes :

Nom du parc	N° AIOT	Eoliennes concernées	Commune d'implantation
Parc éolien Nordex XII	0005704582	E1, E2, E3	VALLANT-SAINT-GEORGES
Parc éolien Nordex XV	0005704583	E4, E5, E6	VALLANT-SAINT-GEORGES
Parc éolien Nordex XVI	0005704584	E9, E10, E11	MESGRIGNY
Parc éolien Nordex XVII	0005704406	E21, E22, E23	CHÂTRES
Eoliennes Vent de Seine	0005704278	E13, E14, E15, E16	MESGRIGNY
Eoliennes Soleil de Seine	0005704274	E7, E8, E12	ORVILLIERS-SAINT-JULIEN
Eoliennes de Rose	0005704275	E17, E18, E19	CHÂTRES
Eolienne Aube et Vent	0005704277	E25, E26, E27, E28	CHÂTRES
Eoliennes de Georges	0005704575	E29, E30, E31, E32	CHÂTRES

Le parc est formé de machines de 150m de haut à bout de pale pour une puissance installée unitaire de 2,5MW. Le parc a été autorisé par antériorité et est mis en service depuis 2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi environnemental

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 20/10/2025, article R181-47-I	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a permis de constater la conformité des installations au regard des impacts sur la biodiversité (avifaune et chiroptères).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées :

- le dernier rapport de suivi environnemental mené sur l'année 2024,
- les deux derniers rapports de suivi des busards cendré et Saint-Martin,
- les deux derniers rapports de suivi des nichoirs à chiroptères.

1. Suivi environnemental de mortalité

Conformément à la réglementation, ce suivi a été mené en 2024, selon 2 volets :

- Un suivi chiroptérologique à hauteur de nacelle
- Un suivi de la mortalité des oiseaux et des chiroptères

- Concernant le suivi de la mortalité des oiseaux et des chiroptères :

3 cadavres de chauves-souris ont été observés sous les différentes éoliennes du parc de Seine Rive Nord. 2 espèces ont été identifiées : La Pipistrelle commune et la Sérotine bicolore. Les estimations concluent à moins d'une mortalité par éoliennes pour les chiroptères

Concernant l'avifaune, un cadavre et trois plumées ont été recensés, appartenant à une seule espèce identifiée : le Martinet noir. La mortalité estimée pour l'avifaune est également inférieure à un cas par éolienne.

Au regard de la mortalité constatée, l'impact du parc est jugé non significatif sur les populations de chiroptères et de l'avifaune.

- Concernant le suivi à hauteur de nacelle :

Des enregistreurs acoustiques ont été installés sur quatre éoliennes du parc. L'analyse a mis en évidence une activité variable selon les machines. Six espèces de chauves-souris ont été identifiées à partir des enregistrements réalisés.

Durant la période de suivi en 2024, le parc était équipé d'un système de bridage spécifique aux chiroptères, sur l'ensemble des machines, selon les modalités suivantes :

- Sur toutes les machines
- pour des vitesses de vents optimisées par le calcul du logiciel probat
- pour une température seuil de 10°C
- du 1^{er} mai au 31 octobre

Ce bridage, instauré de sa propre initiative par l'exploitant, n'était pas encadré par un arrêté préfectoral.

Des documents ont été présentés lors de la présente visite d'inspection afin de justifier la mise en place dudit bridage.

- **Conclusion :**

Au regard de la mortalité limitée de chiroptères sur le parc, le suivi de mortalité mené en 2024 sur le parc éoliens de Seine Rive Nord a permis de constater l'efficacité du bridage mis en place. De plus, les paramètres du plan de régulation en place sur le parc de Seine Rive Nord rejoignent les résultats du suivi de l'activité en nacelle en 2024.

Néanmoins, les études ont permis de montrer que la grande majorité de l'activité des chiroptères a été enregistrée entre fin juin et début septembre, et pour une température seuil de 13°C. D'après ces résultats, l'exploitant propose d'ajuster la période de bridage du 1^{er} juin au 30 septembre et pour une température seuil de 13°C, tout en conservant les mêmes vitesses de vent seuil.

Afin de vérifier l'efficacité du nouveau plan de régulation, un nouveau suivi environnemental a été mené entre début avril et fin octobre 2025.

L'inspection propose d'encadrer ce nouveau bridage par arrêté préfectoral complémentaire. Le rapport du suivi réalisé en 2025 devra être transmis à l'inspection des installations classées. Dans le cas d'une mise en avant d'impacts significatifs, des mesures devront être proposées par l'exploitant en application du présent article.

1 – Suivi de nidification :

La zone d'étude est utilisée régulièrement par le Busard cendré et le Busard Saint-Martin depuis de nombreuses années. Ces deux espèces y nichent depuis longtemps et l'hivernage y est régulier pour le Busard Saint-Martin.

Aucun cas de mortalité de busards n'a été observé. Les aérogénérateurs n'ont pas d'impact significatif sur ces espèces.

2 - Suivi des nichoirs :

Ce rapport détaille la 9^e année de suivi des nichoirs installés au moment de la mise en service des éoliennes. Les nichoirs sont entretenus et leur fréquentation est effective au regard des données du rapport. Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.

Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Constats :

Les éléments ont été déposés sur la plateforme le 31 janvier 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/10/2025, article R181-47-I

Thème(s) : Situation administrative, Déclaration de changement d'exploitant

Prescription contrôlée :

I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

Constats :

Par courrier du 6 juillet 2023, des changements d'exploitant ont été déclarés à la Préfecture de l'Aube. Le tableau suivant résume ces changements ;

Ancien exploitant	Éoliennes concernées	Nouvel exploitant
Parc Éolien Nordex XII SAS	E1, E2, E3	Parc Éolien Nordex XVI SAS
Parc Éolien Nordex XV SAS	E4, E5, E6	
Parc Éolien Nordex XVII SAS	E21, E22, E23	
Éoliennes Soleil de Seine SAS	E7, E8, E12	Éoliennes Vent de Seine SAS,
Éoliennes de Rose SAS	E17, E18, E19	
Éoliennes Aube et Vent SAS	E25, E26, E27, E28	
Éoliennes de Georges SAS	E29, E30, E31, E32	

Cette demande a été réalisée conformément à la présente prescription et l'article R515-104 du code de l'environnement, des actes de garanties financières ayant été transmis au nom des nouveaux exploitants (cf. constant suivant).

Cette demande n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection, elle ne constitue pas une modification substantielle des activités. Néanmoins, Il sera proposé à Monsieur le Préfet d'acter ce changement par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
Thème(s) : Situation administrative, Actualisation des garanties financières
Prescription contrôlée : Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : Deux actes de cautionnement ont été fournis, un pour chaque société exploitante, au regard du changement d'exploitant annoncé le 6 juillet 2023 (cf. constat précédent). Le montant couvre bien l'ensemble des 30 machines. Les actes sont valables du 1 ^{er} août 2025 au 31 juillet 2030. Ces éléments n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite